



“ Déprovincialiser le marxisme : comment écrire une histoire globale des socialismes ? ”

Kolja Lindner

► To cite this version:

Kolja Lindner. “ Déprovincialiser le marxisme : comment écrire une histoire globale des socialismes ? ”. *Raisons politiques*, 2023, 88, pp.83-101. halshs-03946739

HAL Id: halshs-03946739

<https://shs.hal.science/halshs-03946739>

Submitted on 19 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Kolja Lindner

Déprovincialiser le marxisme :

comment écrire une histoire globale des socialismes ?

L'éditeur, l'épaisseur et l'ambition d'un dictionnaire publié à la fin de l'année passée auront certainement attiré l'attention de ceux et celles qui s'intéressent de près ou de loin au projet historique, politique et théorique de l'émancipation du travail et du dépassement des hiérarchies sociales. Le titre de cette publication, *Histoire globale des socialismes. XIX^e-XXI^e siècle*, coordonnée par Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza, évoque différents registres : une historiographie innovante, un objet disparate, ainsi qu'une certaine actualité. Dans cette configuration, nous disent deux des trois co-éditeurs, « le marxisme occupe une place singulière. Il constitue une des variantes les plus célèbres du socialisme au point que (...) toute perspective socialiste fut longtemps difficilement dissociable du marxisme » (p. 328)¹.

Avec 56 entrées à propos des « Mots du socialisme », 19 notices consacrées à des « Moments » et 32 articles dédiés à des « Figures », avec 80 autrices et auteurs et un peu plus de mille pages, ce projet présente forcément une certaine hétérogénéité. Il est néanmoins – et même si certaines entrées échappent à la critique que nous allons formuler ici – l'expression d'une tendance lourde dans la recherche française dans ce domaine. Dans ce qui suit, nous interrogerons donc ce que signifie l'« histoire globale » dans le présent contexte, ce qu'on y présente comme socialismes, quel rôle Karl Marx et le marxisme jouent dans cette constellation et, enfin, ce qu'il en est de l'actualité revendiquée.

The West and the Rest

Il ne fait pas de doute que l'histoire globale est une des plus importantes innovations historiographiques des dernières décennies. Il s'agit d'une perspective critique qui commence à se singulariser au sein de la discipline dans les années 1980. L'histoire globale répond à la croissante préoccupation politique et intellectuelle vis-à-vis de la mondialisation, ainsi qu'au discrédit qu'ont connu les méta-récits marxistes après 1989. Pour les socialismes, et plus particulièrement pour le communisme et le marxisme, l'enjeu de cette nouvelle perspective

¹ Les numéros de pages en parenthèses renvoient à Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (dir.), *Histoire globale des socialismes. XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2021, 1056 pages. Je remercie Camilla Brenni, Urs Lindner, Igor Martinache, Bruno Quélenec et Yves Sintomer pour leurs commentaires d'une version antérieure de ce texte et regrette que la directrice et les directeurs de la publication commentée n'aient pas saisi la proposition émanant du comité de rédaction d'y répondre.

est double. Il est d'abord historiographique dans la mesure où « de nombreux historiens marxistes se sont concentrés sur l'histoire d'un seul pays, formulée en termes d'un modèle marxiste universel de développement historique² ». À l'encontre de cette tradition, c'est l'histoire globale qui rend intelligible ce qui n'a pas été saisi auparavant : « Le communisme est transnational mais il fallait la perspective de l'histoire transnationale pour réussir à le penser comme tel³. » Le deuxième défi que soulève l'histoire globale est théorique. Elle confronte le marxisme à la difficile question de savoir comment intégrer la géopolitique et l'historicité de l'humanité que les concepts marxistes de forces productives, rapports de production, mode de production, etc., n'ont pas réussi à saisir⁴.

Face à cette situation, le dictionnaire s'ouvre avec un constat aussi étonnant que simpliste : « les socialistes et leurs historiens n'ont pas attendu que l'histoire globale soit à la mode pour la pratiquer. Le socialisme, on le sait, s'est toujours voulu internationaliste » (p. 15). Cette identification de l'histoire globale avec l'internationalisme socialiste est un premier symptôme d'une tendance qui devient de plus en plus manifeste au fil des pages, à savoir l'ignorance de tout un ensemble d'enjeux posés par l'ambition de déprovincialiser les socialismes et le marxisme. Deux exemples.

1) Au centre du dictionnaire se trouvent l'Occident, l'Europe et surtout la France. Les éditeurs et l'éditrice en sont conscient.e.s mais promettent : « si la France demeure le pays de référence de cet ouvrage, chaque entrée s'efforce d'analyser son objet en adoptant une perspective internationale » (p. 16). Ceci est une caractérisation plus que généreuse : à part l'entrée « Colonialisme/Impérialisme/Orientalisme » qui aurait pu en faire trois, aucun des « Mots du socialisme » qui constituent presque deux tiers du dictionnaire ne concerne l'une des problématiques qui émanent prioritairement du Sud global. Ainsi la lectrice cherchera en vain des notices comme « Domination directe/indirecte », « Décolonisation », « Développement », « Dépendance » ou encore « Révolution culturelle » pour ne citer que ces exemples. Pourtant, ces problèmes ont largement occupé et occupent encore les socialismes du Sud, par exemple les tentatives de de-ethnisation menées par le président socialiste tanzanien Julius Nyerere, les luttes pour l'autogestion ouvrière en Algérie, les réflexions marxistes sur le néolibéralisme en Inde, le questionnement de l'universalité de la modernisation occidentale en Amérique latine ou les débats actuels au sein de la gauche

² Sebastian Conrad, *What Is Global History?*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2016, p. 33 (nous traduisons).

³ Sabine Dullin et Brigitte Studer, « Communisme + transnational. L'équation retrouvée de l'internationalisme (premier XX^e siècle) », *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations*, n° 10, 2016, p. 9-32, ici p. 9.

⁴ Cf. Jacques Bidet, « Le marxisme face à l'histoire globale », *Actuel Marx*, n° 53, 2013, p. 106-120.

chinoise⁵. De plus, dans les entrées dédiées aux concepts qui ont aussi une grande importance pour les socialismes extra-européens, la dimension non-occidentale n'apparaît souvent au mieux qu'à la marge. En conséquence, on ne lit par exemple que quelques lignes sur les nationalismes anticoloniaux et les projets de libération nationale dans l'entrée « Nation », et l'article « Travail » ne s'arrête nullement au problème que sa forme non-libre en dehors de l'Occident pose pour le logiciel théorique socialiste⁶.

Dans cette première partie du dictionnaire, les enjeux de l'histoire globale ne sont pas seulement désarticulés par l'omission des problématiques qui émanent des pays du Sud, mais aussi par la quasi-absence des lieux de prédilection de l'histoire globale des socialismes. Ne pensons qu'à l'importante recherche sur la Troisième Internationale des deux dernières décennies. Les entrées « Colonialisme/Impérialisme/Orientalisme », « Internationale, internationalisme » et « Parti » traitent en quelques lignes et de manière très traditionnelle du Komintern, c'est-à-dire en se focalisant sur les questions de la bolchévisation, de l'antifascisme ainsi que du rapport à la social-démocratie et, au mieux, à la colonisation. Seul l'entrée « Communisme (mouvement politique) » consacre deux pages à la dimension globale de l'organisation, sans vraiment faire ressortir les avancées de l'histoire globale à ce sujet. Pourtant, comme l'expliquent les historiennes Sabine Dullin et Brigitte Studer, la nouvelle approche historiographique « a permis qu'une ancienne histoire du mouvement ouvrier soit profondément revisitée », en étant insérée « dans une histoire des solidarités transnationales entre groupes dominés », en incluant parmi ses objets « les femmes, les minorités nationales, les persécutés et les victimes des répressions, des conflits et des guerres », et en envisageant « la solidarité internationale (...) sous l'angle des organisations et des groupes⁷ ». À l'encontre de l'eurocentrisme et du réductionnisme de classe, l'histoire globale de la Troisième Internationale met donc en avant l'*agency* des acteurs et des actrices du Sud et des femmes engagées dans le Komintern, les subjectivations militantes ainsi que les réseaux et

⁵ Cf. Mahmood Mamdani, *Define and Rule: Native as Political Identity*, Cambridge/Londres, Harvard University Press, 2012, p. 106-125 ; Damien Hélié, *Les débuts de l'autogestion industrielle en Algérie*, Toulouse, Éditions de l'Asymétrie, 2018 ; Aditya Nigam, *Desire Named Development*, New Delhi, Penguin, 2011 ; Fernando H. Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*, trad. fr. Annie Morvan, Paris, PUF, 1978 et Felix Wemheuer, « Keine Ruhe nach dem Sturm », disponible en ligne (<https://jungle.world/artikel/2016/19/keine-ruhe-nach-dem-sturm>).

⁶ Cf. pour une telle problématisation, voir par exemple Michael Zeuske, « Karl Marx, Sklaverei, Formationstheorie, ursprüngliche Akkumulation und Global South: Eine globalhistorische Skizze », in Felix Wemheuer (dir.), *Marx und der globale Süden*, Cologne, Papy Rossa, 2016, p. 96-144.

⁷ Sabine Dullin et Brigitte Studer, « Communisme + transnational... », art. cité, p. 14.

l'*Alltagsgeschichte* (Alf Lüdtke) de l'organisation⁸. Par conséquent, l'intérêt se porte sur des initiatives et des figures à peine mentionnées ou ignorées dans le dictionnaire comme la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale et le Comité de défense de la race n* ainsi que des acteurs et des actrices comme les militants anti-impérialistes indiens Jawaharlal Nehru et Manabendra Nath Roy, le communiste Africain-Américain Harry Haywood, l'éditeur allemand Willi Münzenberg, la photographe italienne et collaboratrice du Secours rouge international Tina Modotti ou encore la militante communiste et journaliste états-unienne Agnes Smedley⁹.

L'histoire non-occidentale est davantage présente dans la partie du dictionnaire consacrée aux « Moments ». Après des notices qui tournent à nouveau autour de l'histoire française ou européenne (l'an I de la République française en 1793, le banquet de Belleville de 1840, les révolutions de 1848, la création de l'Association internationale des travailleurs en 1864 à Londres, la Commune de Paris de 1871), l'attention se décentre timidement : « 1949 » est dédiée à la création de la République populaire de Chine, « 1955 » à la conférence de Bandung, « 1959 » à la révolution cubaine, « 1960 » à la grande année des indépendances africaines et « 1979 » à divers conflits incluant un bon nombre d'évènements de l'histoire non-occidentale, comme la révolution iranienne, la guerre d'Afghanistan ainsi que celle opposant la Chine au Vietnam. Cependant, en ne faisant apparaître l'histoire non-occidentale qu'à partir de la deuxième moitié du 20^e siècle, et seulement de manière épisodique¹⁰, les contributions aux socialismes venant des aires méridionales à l'ère coloniale ne sont pas

⁸ Cf. Brigitte Studer, *Reisende der Weltrevolution. Eine Globalgeschichte der Kommunistischen Internationale*, Berlin, Suhrkamp, 2020 et Glennys Young, *The Communist Experience in the Twentieth Century: A Global History through Sources*, New York/Oxford, Oxford University Press, 2012.

⁹ Cf. Michele Louro, Carolien Stolte, Heather Streets-Salter et Sana Tannoury-Karam (dir.), *The League Against Imperialism: Lives and Afterlives*, Leiden, Leiden University Press, 2018 ; Michele L. Louro, *Comrades against Imperialism: Nehru, India, and Interwar Internationalism*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2018 ; Kris Manjappa, *M. N. Roy: Marxism and Colonial Cosmopolitanism*, Londres/New York/New Delhi, Routledge, 2010 ; Mark Solomon, *The Cry Was Unity: Communists and African Americans, 1917-36*, Jackson, The University of Mississippi Press, 1998 ; Fredrik Petersson, *Willi Munzenberg, the League against Imperialism, and the Comintern, 1925-1933*, New York, Edwin Mellen Press, 2014 ; Patricia Albers, *Shadows, Fire, Snow: The Life of Tina Modotti*, Berkeley, University of California Press, 2002 et Ruth Price, *The Lives of Agnes Smedley*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

¹⁰ Ainsi, l'entrée « 1944 » présente une vision quasi explicitement européenne de la Deuxième Guerre mondiale là où des recherches des deux dernières décennies ont focalisé sur « le Tiers Monde dans la Deuxième Guerre mondiale » (Rheinisches JournalistInnenbüro et Recherche International, « *Unsere Opfer zählen nicht. Die Dritte Welt im Zweiten Weltkrieg*, Hambourg/Berlin, Assoziation A, 2005). De manière analogue, l'entrée « Fascisme » se réduit essentiellement aux exemples allemands et italiens et se désintéresse des variantes extra-européennes comme le Japon (cf. E. Bruce Reynolds (dir.), *Japan in the Fascist Era*, New York/Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004) et l'Ouganda (cf. Mahmood Mamdani, *Imperialism and Fascism in Uganda*, Londres/Ibadan/Nairobi, Heinemann Educational Books, 1983). De plus, sont ignorés les enjeux de l'histoire globale du fascisme émergeant du dialogue avec l'histoire impériale et coloniale (cf. Sven Reichardt, « Globalgeschichte des Faschismus. Neue Forschungen und Perspektiven », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 42-43, 2017, p. 10-16).

prises en considération. On aurait pourtant pu traiter de la révolution des esclaves à Saint-Domingue en 1791, du projet politique porté par Simón Bolívar, de la « rébellion de Noël » de 1831 en Jamaïque, de l'éclatement de la révolte des Taiping en 1851 ou encore de la révolution mexicaine de 1910¹¹.

La partie « Figures » se montre également un peu plus attentive à l'histoire non-occidentale, mais avec Salvador Allende, Amílcar Cabral, Ho Chi Minh, Aoua Keita, Mao Zedong, José Carlos Mariátegui et Léopold Sédar Senghor, seulement 7 des 32 entrées se penchent sur des personnalités du Sud global. Il est évident qu'un quart des entrées dédiées aux aires non-occidentales dans ces deux dernières parties du dictionnaire (qui représentent conjointement un tiers du livre) peuvent apparaître nettement insuffisant pour un dictionnaire qui prétend faire de l'histoire globale : sur l'ensemble, les entrées traitant explicitement d'aspects non-occidentaux forment un peu plus de 11 pour cent du total. Ce qui pèse particulièrement lourd, c'est la hiérarchie que crée l'ignorance eurocentrée du Sud dans les « Mots du socialisme » : le monde non-occidental contribue certes à l'histoire événementielle des socialismes, mais peu voire pas à leur formulation doctrinale.

2) À cette absence relative du monde non-occidental correspond l'idée selon laquelle les socialismes seraient essentiellement une affaire européenne exportée dans d'autres régions du monde. Mais c'est justement contre ce modèle de diffusion (de la rationalité, de la modernité, de la civilisation, etc.) que l'histoire globale vise, comme le soutient l'historienne Chloé Maurel, « à repérer des analogies, des parallélismes, identifier des connexions, que l'on n'aurait pas pu déceler avec l'histoire traditionnelle, plus cloisonnée et statique¹² ». Le but ultime de la nouvelle approche historiographique est d'écrire « la constitution relationnelle du monde moderne¹³ ».

Karl Marx et Friedrich Engels en tant qu'architectes du logiciel socialiste ont pendant longtemps eux-mêmes soutenu une vision diffusionniste. Ainsi, dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, les deux compagnons perçoivent la bourgeoisie comme un acteur de modernisation sociale à l'échelle globale. Cependant, cette force a une géographie particulière : elle entraînerait « dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares » et, armée de sa « grosse artillerie » que serait « le bon marché de ses produits »,

¹¹ De manière générale, l'Amérique latine, où émergent sans doute les projets socialistes les plus influents de la fin du 20^e et du début du 21^e siècle (Venezuela, Brésil, Bolivie), n'a droit qu'à trois entrées explicites, dont aucune n'évoque la constellation contemporaine (« 1959 », « Allende, Salvador » et « Mariátegui, José Carlos ») : une place étonnamment marginale au sein du dictionnaire. Encore plus frappant est par ailleurs le silence sur les socialismes indiens.

¹² Chloé Maurel, « La *World/Global History*. Questions et débats », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 104, 2009, p. 153-166, ici p. 158.

¹³ Sebastian Conrad, *What Is Global History?*, *op. cit.*, p. 54 (nous traduisons).

elle « battrait en brèche toutes les murailles de Chine ». En résumé : « de même [que la bourgeoisie] a subordonné la campagne à la ville, les nations barbares ou demi-civilisées aux nations civilisées, elle a subordonné les pays agricoles aux pays industriels, l'Orient à l'Occident¹⁴ ». Karl Marx soutient cette même vision cinq ans plus tard dans ses fameux articles de 1853 sur le colonialisme britannique en Inde : l'émancipation du sous-continent passerait par l'implantation d'une « société occidentale en Asie¹⁵ » que cela passe par l'export de technologies ou de formes juridiques et d'institutions. Friedrich Engels enfin, dans ses analyses des bouleversements révolutionnaires de 1848 et de 1849, conçoit de manière contrefactuelle les peuples slaves comme incapables d'action historique, contrairement à ceux d'Allemagne et d'Autriche qui représenteraient un élan révolutionnaire. Il s'agirait donc de peuples « sans histoire », voués à être jetés dans celle-ci par les forces occidentales¹⁶.

Le dictionnaire est fidèle à cette tradition historiographique. Ainsi, l'entrée « Lumières », rédigée par Stéphanie Roza, ne s'intéresse point aux mouvements rationalistes extra-européens, mais décrit une expansion occidentale : les Lumières seraient arrivées en Chine par « les premières traductions chinoises du *Contrat social*, de *L'Esprit des lois* et de nombreuses autres œuvres des Lumières [qui] paraissent dans les livraisons successives d'un *Recueil de traductions*, entre 1900 et 1911 » (p. 325). Un autre exemple du modèle diffusionniste implicite qui traverse l'ouvrage se trouve dans l'entrée « 1905 », écrite par Jean-Numa Ducange. La lectrice y apprend que l'année de la première révolution russe représenterait « un “décentrement” durable du socialisme » (p. 673), voire « l'universalité du socialisme » (p. 675) – pour ensuite le voir décrit comme une exportation occidentale passant par les traductions de Karl Marx et Karl Kautsky en Asie.

Il ne faut pas se méprendre : l'histoire globale s'intéresse évidemment à la circulation des idées. Mais par trois points de méthode, elle se distingue clairement du modèle diffusionniste ici proposé. Premièrement, elle procède à une provincialisation : « L'engagement avec le savoir occidental a été un moteur important des Lumières chinoises qui ne peuvent toutefois être considérées comme un seul import de l'Occident¹⁷. » Ainsi, une importante étude en histoire globale fait ressortir que la France n'est pas le seul pays qui connaît, à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle, une interrogation des autorités établies. Au

¹⁴ Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, trad. fr. Laura Lafargue, rev. par Friedrich Engels, Paris, Éditions du Champ Libre, 1983 [1848], p. 33.

¹⁵ Karl Marx, « Les conséquences futures de la domination britannique en Inde », in Karl Marx, *Œuvres IV. Politique I*, édité par Maximilien Rubel, Paris, Gallimard, 1994, p. 730-736, ici p. 730.

¹⁶ Cf. Roman Rosdolsky, *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire »*. *La question nationale dans la révolution de 1848*, trad. fr. Gérard Billy, Paris, Syllepse, 2018.

¹⁷ Sabine Dabringhaus, « Aufklärung und Wissenschaft in China », *Geschichte und Gesellschaft*, édition spéciale, vol. 23, 2010, p. 263-290, ici p. 263 (nous traduisons).

contraire, des affirmations parallèles de souveraineté populaire sont également alors observables en Chine¹⁸. Plus généralement, une perspective globale en la matière « dépasse l'obsession avec les origines européennes des Lumières¹⁹ » et démontre la « réarticulation et réinvention, dans des conditions d'inégalités de pouvoir, qui ont transformé de multiples revendications des Lumières en quelque chose d'omniprésent²⁰ » et seulement ainsi véritablement universel. Deuxièmement, la nouvelle approche historiographique fait ressortir des processus d'hybridation ou de vernacularisation et ainsi des répercussions que le monde non-occidental a eues sur l'Occident et des négociations qui se sont opérées « entre métropole et colonie²¹ ». Par conséquent, l'histoire globale des sciences démontre, comme nous le dit l'historienne Helen Tilley, que « les connaissances ancrées dans les cultures européennes, une fois transplantées, non seulement deviennent hybrides – ou, pour passer des métaphores biologiques aux métaphores linguistiques, créoles –, mais affectent également les questions de recherche et les intérêts institutionnels en Europe²². » Troisièmement, l'histoire globale effectue une contextualisation matérialiste : les connexions ne sont qu'un point de départ pour analyser leurs conditions comme l'illustre le propos de l'historien Sebastian Conrad :

Lorsque des intellectuels critiques au Vietnam, au Japon ou en Chine ont commencé à lire Marx, cela a été, assez logiquement, considéré comme une preuve de la circulation transculturelle des idées. En conséquence, l'historiographie traditionnelle a tracé le processus de traduction, étudié la réception des idées marxistes et recherché l'impact des textes de Marx sur la pensée réformiste en Asie. Bien qu'il s'agisse là d'aspects importants du problème, il s'est avéré que les liens de causalité les plus importants se trouvaient ailleurs. En l'occurrence, le lien s'est avéré être lui-même le résultat de changements sociaux qui avaient créé les conditions dans lesquelles la lecture de Marx au Vietnam commençait à avoir un sens politique²³.

Socialismes : quelle émancipation, quel canon ?

Le titre du dictionnaire évoque un objet disparate. L'introduction précise : « Les frontières du socialisme ont toujours été floues et évolutives. C'est pourquoi il sera question dans ce volume *des* socialismes au pluriel, et non du socialisme. » (p. 12) *A priori*, une telle conception permet d'élargir l'horizon et des entrées comme « Écologie politique » et « Féminisme » suggèrent en effet cette ouverture. « Cependant », mettent en garde l'éditrice

¹⁸ Cf. Christopher A. Bayly, *La naissance du monde moderne 1780-1914*, trad. fr. Michel Cordillot, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions ouvrières/Le Monde diplomatique, 2006, p. 115-123.

¹⁹ Sebastian Conrad, « Enlightenment in Global History: A Historiographical Critique », *The American Historical Review*, vol. 117, n° 4, 2012, p. 999-1027, ici p. 999 (nous traduisons).

²⁰ *Ibid.*, p. 1005 (nous traduisons).

²¹ Ann L. Stoler et Frederick Cooper, « Between Metropole and Colony: Rethinking a Research Agenda », in Ann L. Stoler et Frederick Cooper (dir.), *Tensions of Empire: Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkley/Los Angeles/Londres, University of California Press, 1997, p. 1-56 (nous traduisons).

²² Helen Tilley, « Global Histories, Vernacular Science, and African Genealogies; or, Is the History of Science Ready for the World? », *Isis*, vol. 101, n° 1, 2010, p. 110-119, ici p. 113-114 (nous traduisons).

²³ Sebastian Conrad, *What Is Global History?*, *op. cit.*, p. 70 (nous traduisons).

et les éditeurs, « il est une caractéristique qui définit le socialisme partout et toujours : la centralité de la question sociale, l'analyse des sociétés modernes en termes de classes sociales et de leur lutte pour l'appropriation des ressources matérielles et symboliques » (p. 12).

Ce qui est donc en jeu ici est l'épineuse question du réductionnisme de classe ou plus largement de l'économisme, une critique souvent faite au marxisme que l'entrée « Classes et luttes de classes », rédigée par Ugo Palheta, met fondamentalement en cause. Le reproche dériverait

d'une conception restrictive des rapports de production, alors même que ce concept n'a pas une signification strictement économique chez les marxistes. En outre, considérer que la position de classe est une composante fondamentale de la position sociale d'un individu ne signifie en rien que cette dernière s'y réduirait ; interviennent d'autres types de rapports sociaux qui contribuent à déterminer la position sociale concrète d'un individu : genre, race, âge, etc. L'analyse marxiste ne renonce pas à prendre en compte ces autres rapports sociaux mais se refuse de les autonomiser. (p. 107)

Si nous regardons de près comment les choses se présentent dans certaines parties de l'œuvre marxienne, cette manière d'écarter la critique du réductionnisme de classe et de l'économisme semble pour le moins précipitée. Dans *L'Idéologie allemande* de 1846, Karl Marx et Friedrich Engels décrètent que « les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc. ne sont que les formes illusives (...) sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles²⁴. » Là où les luttes féministes contre l'exclusion politique font valoir le paradoxe de « la nécessité d'affirmer *et* de refuser à la fois la "différence sexuelle"²⁵ », « la pertinence et la non-pertinence de leur sexe en politique²⁶ », Karl Marx et Friedrich Engels ne voient en elles qu'une lutte de classes. De plus, l'idée de pouvoir ramener différentes logiques exclusivement à celle des classes concerne chez eux non seulement l'action sociale, mais aussi les représentations sociales : « Les pensées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression idéelle des rapports matériels dominants (...) donc l'expression des rapports qui font justement d'une classe la classe dominante, donc les pensées de sa domination²⁷. »

Certes, l'œuvre de Karl Marx ne peut être réduite à ce type de réductionnisme. Là, où cet auteur travaille en fin sociologue historique, il identifie une grande complexité d'acteurs sociaux et des logiques disparates de représentation politique²⁸. De plus, il décrit un mode de

²⁴ Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande. Premier et deuxième chapitres. Édition bilingue, Grande édition Marx et Engels*, trad. fr. Jean Quétier et Guillaume Fondu, Paris, Éditions sociales, 2014, p. 77.

²⁵ Joan W. Scott, *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, trad. fr. Marie Bourdé et Colette Pratt, Paris, Albin Michel, 1998, p. 20.

²⁶ *Ibid.*, p. 29.

²⁷ Marx/Engels, *L'idéologie allemande*, *op. cit.*, p. 125-127.

²⁸ Cf. Karl Marx, *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, trad. fr. Gérard Cornillet, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1984.

production capitaliste dont les mécanismes ne se limitent pas aux agissements de classes : « Le capital, étant de la valeur qui se met en valeur, n'implique pas seulement des relations de classe », mais aussi une « existence indépendante de la valeur » que présente le capital industriel en action²⁹.

Cependant, postuler que « les marxistes » ne pourraient être accusé.e.s de réductionnisme de classe ou d'économisme reviendrait à oublier les répercussions qu'ont eu certaines affirmations de Karl Marx et de Friedrich Engels. Ainsi Antonio Labriola soutient que le *Manifeste du Parti communiste* « déclarait que toute l'histoire jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes et que ce sont elles qui sont la cause de toutes les révolutions³⁰ ». La même tendance se trouve chez Karl Kautsky qui, dans son commentaire du programme d'Erfurt, avance que « la lutte politique n'est qu'une forme particulière, la plus large et souvent la plus tranchante, de la lutte économique³¹ ». Le socialiste allemand pense également que ce seraient les rapports de classe (et non pas la capacité d'action des femmes au sein des relations de genre) qui constitueraient la communauté existante des femmes, « une des formes de l'exploitation du prolétariat³² ». Lénine enfin, dans son fameux texte à propos des sources intellectuelles de la pensée marxienne, soutient que « la *lutte des classes* est la base et la force motrice de tout développement³³ ». De plus, le leader de la révolution russe revendique une démystification anti-idéologique de la politique proche de celle de Marx et Engels en 1846 : « Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses sociales, politiques, religieuses, morales, à découvrir les *intérêts* de telles ou telles classes³⁴. »

De tels exemples sont légion dans les écrits socialistes. C'est la raison pour laquelle des féministes matérialistes comme Heidi Hartmann ont constaté que « les catégories du marxisme ignorent le genre [*sex-blind*]³⁵ ». Le réductionnisme de classe pose également problème pour la pratique politique et certaines traditions socialistes ont ainsi été contraintes

²⁹ Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre deuxième*, tome 1, trad. fr. Erna Cogniot, Paris, Éditions sociales, 1974, p. 97.

³⁰ Antonio Labriola, « En mémoire du Manifeste du parti communiste », in Antonio Labriola, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, trad. fr. Alfred Bonnet, Paris/Londres/New York, Gordon & Breach, 1970, p. 1-97, ici p. 45 (nous soulignons).

³¹ Karl Kautsky, *Le Programme Socialiste*, trad. fr. Léon Rémy, Paris, Marcel Rivière, 1910, p. 205.

³² *Ibid.*, p. 40.

³³ Vladimir I. Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », in Vladimir I. Lénine, *Textes philosophiques*, trad. fr. Sylvie Pelta et Françoise Sève, Paris, Éditions sociales, 1978, p. 213-219, ici p. 218.

³⁴ *Ibid.*, p. 219.

³⁵ Heidi Hartmann, « The Unhappy Marriage of Marxism and Feminism: Towards a More Progressive Union », *Capital & Class*, vol. 3, n° 2, 1979, p. 1-33, ici p. 1 (nous traduisons).

de réfléchir à des formes plus inclusives de mobilisation populaire³⁶. Le dictionnaire n'établit pourtant aucun bilan critique en la matière. Sur un tel fond, l'invitation à « considérer les luttes féministes et antiracistes (aussi) comme une dimension de la lutte des classes » (p. 108) risque de ne pas rencontrer l'enthousiasme des femmes et des personnes racisées.

La vraie ouverture du dictionnaire se trouve certainement ailleurs, à savoir dans les entrées dédiées à des femmes plus ou moins féministes : Angela Davis, Emma Goldman, Aoua Keita, Alexandra Kollontaï, Louise Michel, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin. Mais est-ce que le fait qu'un quart des entrées de la partie « Figures » soit consacré à des femmes peut véritablement suffire à démentir l'impression répandue que le mouvement socialiste est largement une affaire d'hommes blancs ? On peut en douter, parce que ces notices ne peuvent cacher que tout un ensemble de questionnements féministes du travail (salaire domestique, travail reproductif, *care*, etc.), de l'histoire du capitalisme et du mouvement ouvrier n'a pas trouvé sa place dans l'*Histoire globale des socialismes*.

Deux autres préoccupations qui ont été et sont encore souvent victimes du réductionnisme de classe ou de l'économisme, à savoir l'écologie et l'antiracisme, reçoivent une place marginale dans ce volume. Ces problématiques sont certes présentes (« Écologie politique » et « Racisme »), mais largement sous-représentées. Si l'on envisage la longue déconsidération de l'écologie par les socialismes, le fétichisme des forces productives largement répandu dans cette tradition et en contrepartie le grand intérêt que suscite la question écologique dans la littérature marxiste depuis quelques temps³⁷, des entrées intitulées « Croissance », « Nature », « Productivité » ou « Anthropocène/capitalocène » auraient permis d'avoir une vision plus globale du défi que l'écologie représente pour la matrice théorique et les pratiques politiques des socialismes. De plus, l'intégration de dates comme 1918 (l'émergence de la « grippe espagnole » et avec elle la première grande illustration du très actuel danger des zoonoses provoquées par l'agriculture capitaliste), 1972 (la publication du rapport Maedows sur les limites de la croissance) ou 1986 (l'avarie du réacteur nucléaire de Tchernobyl) aurait posé des jalons écologiques de l'histoire socialiste. Est-ce que ce serait un choix volontariste ? Peut-être, mais il ne serait en tout cas pas étranger à la démarche de l'éditrice et des éditeurs. Car pour inscrire la sensibilité écologique dans la tradition socialiste,

³⁶ Par exemple à travers le *community organizing* (cf. Saul D. Alinsky, *Manuel de l'animateur social*, trad. fr. Odile Hellier et Jean Gouriou, Paris, Seuil, 1976 [1971]).

³⁷ Cf. par exemple John B. Foster, *Marx's Ecology: Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press, 2000 ; Paul Guilibert, *Terre et capital. Pour un communisme du vivant*, Paris, Amsterdam, 2021 ; Andreas Malm, *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, Londres/New York, Verso, 2016 et Jason W. Moore, *Le capitalisme dans la toile de la vie. Écologie et accumulation du capital*, trad. fr. Robert Ferro, Toulouse, Éditions de l'Asymétrie, 2020.

une notice de Catherine Larrère est consacrée à la biologiste nord-américaine Rachel Carson. Cependant, celle qui militait contre l'usage des pesticides et qui est connue pour son essai *Silent Spring* de 1962 n'a pas vraiment été socialiste, comme l'admet d'ailleurs l'autrice. Deux questions se posent ainsi : celle d'un certain arbitraire dans le choix des articles (ou sont passées les figures éminemment éco-socialistes comme Rudolf Bahro, Murray Bookchin, André Gorz ou Donna Haraway ?) et celle du choix politique dans la construction du canon socialiste.

Qu'en est-il d'un autre mariage malheureux du marxisme, celui avec l'antiracisme ? L'entrée « Racisme » représente cette thématique, mais son auteur ne peut pas tout seul rattraper ce qui manque dans les différentes parties du dictionnaire à ce sujet, concrètement des notices à propos de l'esclavage/de l'abolitionnisme, de l'afro-socialisme, de l'apartheid/de la ségrégation ou du marxisme noir/du *Racial Capitalism* ainsi que des entrées dédiées à W.E.B. Du Bois, C.L.R. James, Aimé Césaire, Frantz Fanon, Thomas Sankara et Stuart Hall pour ne citer que les plus évidentes. Au-delà de la sous-représentation de ces thématiques et de ces personnages qui auraient pu agir comme relais avec l'histoire globale, deux points manquent aux socialismes que présente ici le dictionnaire. a) Non pas qu'il n'y aurait pas des convergences à discuter, mais en incluant l'antisémitisme simplement dans l'entrée « Racisme », aucun inventaire de l'héritage socialiste et marxiste en la matière n'est proposé³⁸. b) Un choix encore plus lourd de conséquences se trouve dans l'évacuation de la théorie de l'idéologie. Ainsi, l'entrée « Racisme », mais aussi celle consacrée à la nation, n'abordent pas ou à peine le racisme ouvrier et la « forme nation³⁹ ». Comme s'il ne s'agissait pour les socialistes que d'un rapport instrumental à établir ou d'une question stratégique de la « bonne » position à adopter – la présence d'une entrée « Propagande » combinée avec l'absence de celle dédiée à l'idéologie est hautement symptomatique à cet égard. Cependant, race et nation sont aussi des représentations sociales relativement autonomes à travers lesquelles les appartenances de classes sont vécues⁴⁰ et la manière avec laquelle une bonne partie de l'historiographie marxiste de la nation a évacué la race est hautement

³⁸ Ne pensons qu'à la lettre d'Engels (Friedrich Engels, « Über den Antisemitismus », *Marx-Engels-Werke*, tome 22, Berlin, Dietz, 1977, p. 49-51), le discours d'August Bebel (August Bebel, *Sozialdemokratie und Antisemitismus*, Berlin, Buchhandlung Vorwärts, 1906) ou encore à l'analyse que propose l'école de Francfort (Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, « Éléments de l'antisémitisme. Limites de la Raison », in Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, *La dialectique de la Raison. Fragments philosophiques*, trad. fr. Éliane Kaufholz, Paris, Gallimard, 1974, p. 249-305).

³⁹ Étienne Balibar, « La forme nation : histoire et idéologie », in Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1997, p. 117-143.

⁴⁰ Cf. pour une telle perspective Stuart Hall *et al.*, *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*, Basingstoke, Macmillan, 1978 et Didier Eribon, *Retour à Reims*, Paris, Fayard, 2009.

problématique⁴¹. En se tenant seulement au pays de référence de cet ouvrage, on aurait pu constater que ce problème a constitué (et constitue encore) une épreuve rude pour les socialismes et plus particulièrement pour le Parti communiste⁴².

Certes, un dictionnaire ne peut revenir sur tout et rajouter toutes les rentrées dont l'absence a été soulevée ici aurait probablement doublé le volume de la publication. Ce qui ne peut cependant échapper à personne, c'est que le choix des entrées est celui de la constitution politique d'un canon. La sélection des figures effectuée (Louis Althusser, Gracchus Babeuf, Otto Bauer, Léon Blum, Willy Brandt, Jacques Delors, Friedrich Engels, Antonio Gramsci, Jean Jaurès, Ferdinand Lassalle, Pierre Leroux, Karl Marx et Pierre-Joseph Proudhon ainsi que Nikita Khrouchtchev, Lénine, Joseph Staline et Léon Trotski si on inclut la Russie) dresse un tableau de socialismes essentiellement européens, masculins et blancs avec des préoccupations qui correspondent à ces identités sociales. Les alternatives mentionnées montrent qu'il y avait d'autres options possibles, plus en phase avec l'histoire globale.

Karl Marx et le marxisme

On l'a vu, Karl Marx et des courants de pensée se réclamant de son œuvre occupent une place prépondérante pour les perspectives socialistes. Il paraît donc opportun de cerner plus précisément le rôle que le dictionnaire donne à l'auteur et à son œuvre.

Il est communément admis que la critique de l'économie politique comme projet scientifique et politique, et au sein de celle-ci les trois volumes du *Capital*, forme le cœur du travail intellectuel de Karl Marx. Le dictionnaire leur réserve une place inversement proportionnelle : un court paragraphe dans l'entrée portant sur l'auteur, une brève mention du titre dans la notice « Marxisme », et des mentions allusives dans quelques autres notices. Aucune entrée ne traite en revanche des concepts de la critique marxienne : rapports de production, valeur, argent, capital, accumulation, crédit, crise, etc. Pour ce qui est du volet plus proprement politique de l'œuvre marxienne, l'auteur de la notice « Morale » soutient qu'il ne faudrait pas comprendre la critique de Karl Marx « comme une exigence morale permettant d'émanciper l'homme écrasé par un système qui l'exploitait mais comme l'aboutissement des contradictions d'un système qui étoufferait dans le gras de ses contradictions » (p. 365). La notice « Travail », enfin, situe la critique marxienne dans trois

⁴¹ Cf. Stuart Hall, *Race, ethnicité, nation. Le triangle fatal*, trad. fr. Jérôme Vidal, Paris, Amsterdam, 2019, p. 133-146.

⁴² Cf. Olivier Masclet, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La dispute, 2003 et Étienne Balibar, « De Charonne à Vitry », in Étienne Balibar, *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1992, p. 19-34.

alternatives politiques d'émancipation : l'organisation-modèle du travail, sa réduction radicale et « la maîtrise collective du procès de travail » (p. 616). L'auteur voit Karl Marx du côté de la dernière option.

Tout cela est non seulement extrêmement bref, mais aussi peu utile pour comprendre l'effort de Karl Marx visant à formuler une critique sociale et par conséquent sa contribution aux socialismes. Sur le plan scientifique, l'idée d'un dépassement dialectique d'auteurs comme Adam Smith et David Ricardo par Karl Marx développé dans la notice « Lumières » occulte, comme le soutient le politiste Michael Heinrich, que Karl Marx questionne le fondement épistémique même de l'économie politique classique, déterminé par un champ théorique se définissant par anthropologisme, individualisme, anhistorisme et empirisme⁴³. Scientifiquement, Karl Marx ne contribue pas aux socialismes par un dépassement dialectique de l'économie politique classique (ou encore du socialisme utopique et de l'idéalisme allemand, comme le suggère Lénine⁴⁴), mais par une analyse qui s'appuie, dans son explication, sur des objets qui ne sont pas directement tangibles, à savoir les rapports de production historiques et leurs dynamiques. Constaté que ce travail est important sans pour autant en discuter reproduit un problème de divers partis et régimes socialistes, à savoir vouloir traduire l'œuvre de Karl Marx immédiatement en projet politique. C'est ici que la place surdimensionnée et inquestionnée que le dictionnaire réserve au *Manifeste du Parti communiste* prend tout son sens.

Sur le plan politique, l'idée d'un mode de production périlissant de ses propres contradictions est censée fonder un modèle de critique sociale immanente suspendant les questions normatives. Bien que cette dimension soit sans doute présente dans l'œuvre marxienne, elle présente le modèle de critique sociale le plus problématique que Karl Marx propose. À l'encontre de ce modèle, deux autres types de critique immanente, prenant comme point de départ les normes existantes et la vie humaine, sont proposées dans les écrits marxien⁴⁵. La première caractérise notamment l'œuvre de jeunesse. Karl Marx y revendique de « rattacher la critique à toute forme de la conscience théorique et pratique et [de] dégager, des formes *propres* de la réalité existante, la réalité véritable comme son Devoir-Être et sa

⁴³ Cf. Michael Heinrich, *Die Wissenschaft vom Wert. Die Marxsche Kritik der klassischen politischen Ökonomie zwischen wissenschaftlicher Revolution und klassischer Tradition*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 1999.

⁴⁴ Cf. Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », art. cité.

⁴⁵ Cf. Urs Lindner, « Épistémologie, Wissenschaft und Ethik. Zum Kritikbegriff der marxschen Kritik der politischen Ökonomie », in Ingo Elbe, Sven Ellmers et Devi Dumbadze (dir.), *Die Moral in der Kritik. Ethik als Grundlage und Gegenstand kritischer Gesellschaftstheorie*, Würzburg, Königshausen & Neumann, 2011, p. 87-117.

destination finale⁴⁶ ». Au sein de la critique de l'économie politique, cette forme de critique immanente se voit cependant relativisée. Dans le *Capital*, Karl Marx soutient que des normes d'égalité formelle et de liberté négative sont institutionnalisées dans les sociétés capitalistes, donc compatible avec l'exploitation du travail et peu apte à servir comme point de départ pour une critique émancipatrice.

Le deuxième type de critique sociale que Karl Marx avance introduit une autre normativité, non pas une qui tient aux normes existantes, mais une qui se base sur une anthropologie socio-historique. Selon lui, ce sont les « besoins donnés⁴⁷ » historiquement qui déterminent le travail nécessaire pour la reproduction du *statu quo*. Comme la notice « Travail » le pointe, l'émancipation consiste alors pour Karl Marx dans un état où « les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle⁴⁸ ». Cependant, l'auteur du *Capital* appelle de ses vœux que cela se fasse dans « les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine⁴⁹ », ce qui implique à ses yeux que « la condition essentielle de cet épanouissement [du royaume de la liberté] est la réduction de la journée de travail⁵⁰ ».

On pourrait penser que, si la clarification de la critique scientifique et politique du capitalisme par Karl Marx n'est pas l'objet d'un dictionnaire d'histoire globale des socialismes, la mise en avant de l'engagement marxien avec les affaires globales devrait l'être. Cependant, on ne trouve pratiquement aucune mention dans le dictionnaire de ses importantes études sur le commerce international, le colonialisme, les guerres, la diplomatie ou l'histoire culturelle, ni de son volumineux manuscrit sur l'histoire mondiale des dernières années de sa vie⁵¹ ; l'importance des travaux du dernier Karl Marx pour sa reconceptualisation des interconnexions mondiales et de l'histoire est plus largement sous-estimée⁵².

Sur le fond de travaux de grande envergure sur les aires non-occidentales et la propriété des sols, Karl Marx développe dans la dernière partie de son œuvre une grande sensibilité

⁴⁶ Marx à Arnold Ruge, à Dresde (septembre 1843), in Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondance*, tome 1 (1835-1848), trad. fr. Henri Auger, Gilbert Badia, Jean-Paul Barbe *et al.*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 297-300, ici p. 299.

⁴⁷ Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre troisième*, tome 3, trad. fr. Catherine Cohen-Solal et Gilbert Badia, Paris, Éditions sociales, 1974, p. 198.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 198-199.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 199.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Cf. Michael Krätke, « Marx and World History », *International Review of Social History*, vol. 63, n° 1, 2018, p. 91-125.

⁵² Cf. pour une vue d'ensemble de ces travaux, Kolja Lindner et les Éditions de l'Asymétrie (dir.), *Le dernier Marx*, Toulouse, Éditions de l'Asymétrie, 2019.

pour les enchevêtrements globaux et une conception de la contingence historique ou de la dépendance de sentier. Ses modifications de l'édition française du Livre premier du *Capital* en témoignent, tout comme un malaise grandissant que l'auteur ressent face à certaines interprétations de son travail par des personnes se revendiquant « marxistes ». Dans une lettre à la rédaction du journal russe *Otétchestvenniye Zapisky*, il écrit ainsi en 1877 qu'on ne devrait pas « métamorphoser mon esquisse historique de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale [présentée dans le livre premier du *Capital*] en une théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés⁵³ ». C'est donc par rapport à une certaine réception de ses idées et non pas à leur « faible exportation » (p. 329), comme le soutiennent les auteurs de l'entrée « Marxisme », que Karl Marx constate à la fin de sa vie : « ce qu'il y a de certain c'est que moi, je ne suis pas Marxiste⁵⁴ ». Aurait-il « plus facilement accepté d'être "marxiste", du moins dans un premier temps, s'il avait vécu l'ère des organisations de masse se réclamant de son héritage » (p. 329) ? Rien n'est moins sûr.

D'une autre manière encore, la méthodologie de l'histoire globale aurait pu forger un regard différent sur cet auteur indispensable pour les perspectives socialistes. La nouvelle approche historiographique, on l'a vu, cherche à rompre, ou au moins à déconstruire les récits linéaires de progrès. Dans cette perspective, il aurait été intéressant de mettre l'accent sur le caractère non-linéaire des apprentissages de Karl Marx, ses changements de paradigmes, ses crises intellectuelles, voire ses ruptures, qui font que son œuvre est aussi disparate que le sont les socialismes. Cependant rien de tout cela se trouve dans la notice que Jean Quétier consacre à cet auteur.

Bienvenue au 21^e siècle

Le dictionnaire entend écrire l'histoire des socialismes jusqu'au 21^e siècle. L'objet serait donc d'actualité. Pour vérifier cette hypothèse, il est essentiel de savoir comment les socialismes tels qu'ils sont présentés ici se positionnent face aux interrogations de plus en plus massives et mondiales de la centralité des classes dans les conflits sociaux depuis les années 1960, et vis-à-vis de l'héritage du « socialisme réellement existant » disparu en Europe après la chute du mur de Berlin en 1989.

Commençons par la dernière question. C'est certainement dans l'analyse du passé

⁵³ Karl Marx, « Lettre à la rédaction des "Otétchestvenniye Zapisky" (Les Annales de la patrie) », in *ibid.*, p. 259-261, ici p. 260.

⁵⁴ Cité par Friedrich Engels en langue française dans « Engels an Eduard Bernstein in Zürich » (2/3 novembre 1882), *Marx-Engels-Werke*, tome 35, Berlin, Dietz, 1967, p. 386-390, ici p. 388.

soviétique que le dictionnaire fait preuve de sa plus grande capacité critique : l'entrée « Aliénation » décrit le débat à propos du concept comme « une des voies théoriques de la déstalinisation » (p. 28-33) et la notice dédiée à la bureaucratie analyse des dilemmes d'organisation, de pouvoir et d'autonomisation qui se sont posés à différents moments de l'histoire socialiste. L'article « Conseils ouvriers (soviets) » retient l'action antidémocratique des bolcheviks qui vont « progressivement museler le pouvoir effectif des soviets, en les dessaisissant progressivement de leur prérogatives politiques et économiques » (p. 149). Sous le titre de « Planification », on fait ressortir que les décisions de production en Union soviétique découlaient « en dernière instance davantage de la volonté du chef du Parti relayée par un lourd appareil bureaucratique que de celle du peuple » (p. 451). Dans les « Moments », la chronologie de l'année 1956 décrit habilement la déstalinisation complexe qui s'effectue en Union soviétique et dans les partis communistes à la suite du rapport Khrouchtchev. Enfin, dans les entrées dédiées aux figures, la lectrice apprend que l'œuvre de Rosa Luxemburg fut « systématiquement expurgée des citations les plus hostiles aux bolcheviks » (p. 962) par le Parti communiste allemand stalinisé. Puis, dans une tonalité clairement trotskyste, l'article consacré à Staline décrit son « “socialisme” de la pénurie, de la pauvreté et de l'inégalité » (p. 1021) appuyé par « la répression et la terreur, composantes organiques d'un régime totalitaire » (p. 1018). C'est un tableau intéressant même si on en tire peu de conséquences pour les socialismes d'aujourd'hui. Des entrées à propos de concepts qui sont au centre de la critique du modèle soviétique (comme glasnost/perestroïka, goulag ou communalisme) ou de militants (comme Anton Pannekoek, Victor Serge ou Willy Huhn) et chercheurs (comme Cornelius Castoriadis, Claude Lefort ou Charles Bettelheim) critiques de l'étatisation et de la soviétisation des socialismes auraient peut-être permis d'aller plus loin.

Si rapport critique au passé il y a, cet effort n'est cependant pas ce qui oriente toutes les contributions. Deux exemples : a) La notice biographique à propos d'Angela Davis, écrite par Aurore Koechlin, ne creuse pas la contradiction entre sa lutte contre la répression des mouvements communiste et antiraciste aux États-Unis et sa disposition à embrasser le chef de l'État est-allemand s'engageant pour la libération d'Angela Davis outre-Atlantique tout en orchestrant une répression politique sévère dans son propre pays. Pourtant, bien des voix dissidentes est-européennes ont pointé cette tension à l'époque⁵⁵. b) Soutenir, comme le fait Saliha Boussedra, autrice de la notice « Féminisme », que « la lutte des femmes pour leur émancipation a été dès la naissance du socialisme au cœur de sa doctrine et de ses pratiques »

⁵⁵ Cf. Sophie Lorenz, « Schwarze Schwester Angela » – Die DDR und Angela Davis. Kalter Krieg, Rassismus und Black Power, 1965-1975, Bielefeld, Transcript, 2020, p. 169-250.

(p. 262) est une idéalisation problématique. Celle-ci se voit par ailleurs contredite par l'article « 1968 » qui constate que « les réticences auxquelles il [le mouvement féministe] se heurte, spécialement au Parti communiste français, signalent des résistances à intégrer pleinement le féminisme dans le bagage théorique du communisme traditionnel » (p. 741-742).

Qu'en est-il de l'ouverture théorique et politique des socialismes tels qu'ils sont appréhendés par les différentes contributions au dictionnaire ? Si l'on croit deux des trois co-éditeurs, « les marxistes » semblent en tout cas être à la hauteur des défis. Ils et elles « ont toujours dialogué de manière critique avec des penseurs non marxistes » (p. 337). Deux complexes théoriques et politiques illustrent que cette hypothèse est à relativiser, que les marxistes manquent souvent d'outils pour penser certains enjeux et qu'ils et elles pourraient gagner en force par un vrai dialogue avec des positions qui se trouvent en dehors de leur propre camp.

1) Le premier complexe touche au rapport à la religion. Il s'agit là sans doute d'un des conflits idéologiques majeurs, notamment en France à travers les controverses autour de la laïcité. Au fil du dictionnaire, le problème apparaît toutefois en quelque sorte comme secondaire. Le projet laïque serait « annexe par rapport à la question de la méthode pour arriver au socialisme, ou à celle du positionnement par rapport au pouvoir en place » (p. 307). Nombre de socialismes européens auraient été hostiles à la religion, leur dirigeant.e.s pensant « que le combat de l'athéisme contre l'idéologie religieuse devait être subordonné aux nécessités concrètes de la lutte de classe, qui exige l'unité des travailleurs qui croient en Dieu et ceux qui n'y croient pas » (p. 524). Les socialistes historiques auraient certainement été partagé.e.s entre réconciliation avec les religions et athéisme militant. Puis, des figures comme Jean Jaurès auraient annexé un registre à la laïcité en défendant une république « laïque et sociale à la fois » (p. 311).

Le rapport à la religion n'est-il donc pas un « vrai » problème socialiste ? Si, et l'enjeu de la question dépasse même la religion si on le pose correctement. Un recours à la philosophie politique contemporaine permet de comprendre que la question laïque est au final celle du « pluralisme moral », c'est-à-dire du fait que dans une même communauté politique des individus puissent adopter des conceptions du bien et des systèmes de valeurs différents, voire incompatibles⁵⁶. La « solution » soviétique prétend disposer d'une perspective globale qui permettrait de hiérarchiser ces différents points de vue et de connaître la nature de l'épanouissement humain ainsi que le sens et les buts ultimes de la vie. Le paternalisme d'une

⁵⁶ Cf. Jocelyn Maclure et Charles Taylor, *Laïcité et liberté de conscience*, Montréal, Boréal, 2010, p. 17-27.

telle conception a été un des grands défauts des « socialismes réellement existants ». C'est ici que se niche l'enjeu de la laïcité. En mettant au centre la question de la neutralité de l'État, la laïcité est garante que non seulement les différentes religions, mais plus généralement différentes conceptions philosophiques puissent s'exprimer. La laïcité vise donc « à combiner la protection des libertés individuelles et la diversité des conceptions du bien dans une société⁵⁷ ». Les structures de prise de décisions concernant l'ensemble de la communauté politique sont laïques, mais ne contraignent pas à devenir athéiste militant.e. Voilà ce que la réflexion libérale peut apprendre sur les enjeux de la laïcité. En quoi s'en distinguerait la réflexion socialiste ? Par deux choses. Premièrement, elle n'est pas nécessairement fixée sur l'État mais formule une exigence de neutralité pour les organes de décisions collectivement contraignantes. Deuxièmement, un socialisme laïque conçoit différemment les valeurs publiques de base permettant l'existence du pluralisme sociétal. Ainsi, une conception substantielle de l'égalité y figure comme nous allons le voir par la suite.

2) Le deuxième complexe touche à la question de l'égalité. Ce thème qui a connu un renouveau en philosophie politique depuis l'intensification des luttes contre le racisme aux États-Unis à partir des années 1950 est abordé à différents moments du dictionnaire sans qu'une entrée propre ne lui soit réservée. Les socialismes sont-ils égalitaristes ou, de manière plus générale, y a-t-il des principes de justice socialiste ? L'auteur de l'entrée « Communisme (théorie) » soutient qu'en adoptant le principe de besoin, « le communisme ne se présenterait (...) pas comme une société fondée sur le principe de l'égalité » (p. 140). L'article « Utopie » par contre souligne que « le socialisme était porteur de l'utopie d'une société nouvelle dont l'égalité radicale devrait être l'enjeu » (p. 621). Ici aussi, un enrichissement du logiciel théorique socialiste, en l'occurrence par l'actuel débat post-rawlsien sur l'égalitarisme, aurait permis de clarifier la situation.

Depuis l'intervention de John Rawls dans ce débat⁵⁸, il est admis que la justice requiert une certaine égalité distributive. Le débat s'est ainsi focalisé sur les questions du principe de distribution (par exemple par le mérite, le besoin ou la responsabilité) et de la « devise » de la justice égalitaire⁵⁹ : ressources, opportunités, avantages, etc. Des voix critiques réfléchissant sur les leçons à tirer des mouvements sociaux depuis les années 1960 ont souligné qu'il ne serait pas très heuristique de concevoir leurs revendications dans le cadre distributif qui

⁵⁷ Cécile Laborde, *Critical Republicanism: The Hijab Controversy and Political Philosophy*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2008, p. 31 (nous traduisons).

⁵⁸ Cf. John Rawls, *Théorie de la justice*, trad. fr. Catherine Audard, Paris, Seuil, 1987.

⁵⁹ Cf. G. A. Cohen, « On the Currency of Egalitarian Justice », *Ethics*, vol. 99, n° 4, 1989, p. 906-944 (nous traduisons).

structure ce débat. Car selon les problématisations qui émergent avec ces luttes, « les biens “distribués” sont des *relations sociales* d’égale autorité, estime et position⁶⁰ ». Est né ainsi le courant de l’égalitarisme relationnel.

Comment situer les socialismes dans ce panorama ? Prenons l’un des textes de la tradition socialiste qui traite le plus explicitement de la question, à savoir la critique marxienne du programme de Gotha. Karl Marx y rejette le principe d’égalité distributive : il serait « une erreur de faire tant de cas de ce que l’on nomme la *répartition*, et de mettre l’accent sur elle⁶¹ ». La distribution se réduirait aux biens de consommation mais ne toucherait pas aux moyens de production dont une répartition différente mettrait en question le mode de production lui-même, c’est-à-dire les conditions de production. Est-ce que le communisme rejette donc l’idée d’égalité ? On ne peut que répondre par l’affirmative si on se tient à l’égalité distributive. Cependant si on adopte la grille de lecture de l’égalitarisme relationnel, le communisme s’appuie indubitablement sur un principe d’égalité. Celui-ci s’applique au niveau du mode de production, donc au niveau des relations entre les membres d’une société. Le principe de besoin que Karl Marx décrète avec la fameuse phrase « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins⁶² ! » ne s’oppose pas à l’égalité, mais la conçoit différemment. Comme l’a soutenu le philosophe Urs Lindner, Karl Marx lie donc justice contributive et distributive pour faire émerger l’idée d’une communauté humaine dont les membres « prennent en considération les besoins des autres de manière réfléchie » et dans laquelle « les rapports sociaux sont conçus comme non seulement égalitaires, mais aussi comme non instrumentaux⁶³ ». Sur le fond de l’actuel débat sur l’égalitarisme, une meilleure compréhension du défi égalitaire communiste semble donc possible. En adoptant les différenciations qui ont émergé dans ce cadre, on peut même mieux saisir la particularité de l’égalité communiste. Elle procède par le rejet « de l’attitude neutraliste à la problématique de la bonne société ; du questionnement obsessionnel sur l’avoir ; de l’ignorance des rapports de production ; et du fétichisme de la responsabilité individuelle repris de la droite libertarienne » ainsi que de « la confiance quasi totale en l’État comme entité génératrice de justice⁶⁴ ». On voit alors que là où le dictionnaire exclut Karl Marx du débat égalitariste, ce

⁶⁰ Elizabeth Anderson, « Equality », in David Estlund (dir.), *The Oxford Handbook of Political Philosophy*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2012, p. 40-57, ici p. 53 (nous traduisons).

⁶¹ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha. Grande édition Marx et Engels*, trad. fr. Sonia Dayan-Herzbrun Paris, Éditions sociales, 2008, p. 61.

⁶² *Ibid.*, p. 60.

⁶³ Urs Lindner, « Une question d’égalité : sur la voie française du dernier Marx », trad. fr. Kristina Löwis et Alain Patrick Olivier, in Kolja Lindner et les Éditions de l’Asymétrie (dir.), *Le dernier Marx, op. cit.*, p. 335-354, ici p. 352.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 353-354.

dernier pourrait non seulement y prendre une place tout à fait légitime, mais y apporter aussi une contribution précieuse.

Au fond, les conséquences à tirer de l'expérience soviétique ainsi que les deux complexes que forment la laïcité et l'égalité, que les socialismes ont souvent du mal à penser (et, historiquement, à pratiquer), renvoient à un seul et même problème, celui de la démocratie. De manière significative, aucune entrée ne lui est dédiée. Pourtant, il y a fort longtemps déjà, le politiste marxiste Nicos Poulantzas a souligné sa centralité pour le mouvement qui constitue l'objet du dictionnaire : « le socialisme sera démocratique ou ne sera pas⁶⁵ ».

Une histoire globale des socialismes impliquant une vue pluraliste et critique sur leurs différents courants ainsi qu'une interrogation de leur actualité est une entreprise ambitieuse. Elle est cependant nécessaire si les socialismes veulent encore avoir une place non seulement dans l'historiographie et la recherche, mais aussi dans les luttes sociales d'aujourd'hui. Seule une déprovincialisation géographique, politique et théorique permettra cette actualisation. Ce travail est encore largement devant nous.

Kolja Lindner

Université Paris 8/EA 1577

⁶⁵ Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1978, p. 294.